
**hommes
& migrations**

Hommes & migrations

Revue française de référence sur les dynamiques migratoires

1302 | 2013

Le Japon, pays d'immigration ?

La solidarité internationale comme identité collective dans le milieu associatif

Shintaro Namioka

Traducteur : Hélène Le Bail



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/2470>

DOI : 10.4000/hommesmigrations.2470

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2013

Pagination : 137-145

ISBN : 978-2-919040-22-3

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Shintaro Namioka, « La solidarité internationale comme identité collective dans le milieu associatif », *Hommes & migrations* [En ligne], 1302 | 2013, mis en ligne le 31 décembre 2015, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/2470> ; DOI : 10.4000/hommesmigrations.2470

Tous droits réservés

LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE COMME IDENTITÉ COLLECTIVE DANS UN QUARTIER DE JOURNALIERS

par **SHINTARÔ NAMIOKA**, maître de conférences en sciences politiques, université Meiji Gakuin de Tokyo

Au Japon, des groupes de soutien se sont créés depuis près de trois décennies pour venir en aide aux travailleurs étrangers en situation irrégulière. À Yokohama, l'association Kalabaw œuvre dans le quartier populaire de Kotobuki à la défense des populations fragiles. Kalabaw fonde en effet son action sur la solidarité entre les travailleurs et s'oppose au discours dominant. Au-delà des clivages stériles entre travailleurs japonais et étrangers, l'élaboration de ce contre-discours s'avère au fil des années de plus en plus difficile à tenir.



Kalabaw, groupe de soutien aux travailleurs étrangers sans papiers dans le quartier de Kotobuki (Yokohama)

Dans les années 1980, nombreux sont les étrangers venus travailler au Japon sans autorisation de résidence ou de travail. La hausse du yen à la suite des accords du Plaza en 1985 et la bulle économique expliquent l'augmentation de ces arrivées¹. À peine débarqués au Japon et en situation irrégulière, il leur est difficile de former des groupes ethniques d'entraide ou de revendications auprès de la société d'accueil. Beaucoup se retrouvent dans le secteur informel. Dans ce contexte, pour défendre les droits de ces travailleurs étrangers, apparaissent simultanément en 1987 des groupes de soutien, tels l'Asian

Laborers Solidarity dans le département d'Aichi ou l'Asian People's Friendship Society à Tokyo². Kalabaw³ (dont le nom officiel est Groupe de solidarité avec les travailleurs étrangers de Kotobuki) est né la même année au sein du quartier Kotobuki de Yokohama (ville de 3,7 millions d'habitants voisine de Tokyo). Parmi les groupes de soutien aux travailleurs étrangers, Kalabaw a revendiqué très tôt que tout travailleur, quelle que soit sa nationalité, avait le droit de travailler dans le respect des droits de l'homme⁴. Le cœur de ses activités tourne autour de permanences juridiques traitant des problèmes

1. Le nombre de personnes en séjour irrégulier aurait atteint un maximum en 1993, 300 000 environ. En 2011, ils étaient autour de 78 000, majoritairement des Coréens, Chinois, Philippins et Thaïlandais. Voir le livre blanc du ministère de la Justice : 2011 Immigration Control (en ligne) : http://www.moj.go.jp/nyuukokukanri/kouhou/nyukan_nyukan2.html. 2. Eriko Suzuki, *Nihon ni hataraku hiseiki taizaisha (Résidents en situation irrégulière au Japon)*, Tokyo, Akashi, 2009, p.185. 3. En tagalog, "Kalabaw" désigne le buffle et symbolise l'ardeur au travail.

4. Kalabaw, *Nakama janaika, gaikokujin rōdōsha (Travailleurs étrangers, tous solidaires)*, Tokyo, Akashi, 1990. Les étrangers demandant un soutien à Kalabaw sont pour la plupart en situation irrégulière.

de salaires impayés, d'accidents du travail, de licenciements abusifs. Kalabaw s'est aussi engagé très tôt en faveur d'une réforme de la loi sur l'immigration qui permette des procédures d'amnistie et a contribué à la reconnaissance de la violation des droits des étrangers sans papiers. En outre, cette association a joué un rôle clé dans la formation du réseau le plus important pour le soutien aux travailleurs étrangers : le Solidarity Network with Migrants Workers in Japan. Aujourd'hui encore, le principal responsable de Kalabaw⁵, le pasteur Watanabe Hidetoshi, est codirecteur de ce réseau.

Au fil des années, certains groupes de soutien aux travailleurs étrangers en situation irrégulière ont affirmé leur rôle, tel l'Asian Laborers Solidarity.

Kalabaw a revendiqué
très tôt que tout travailleur,
quelle que soit sa nationalité,
avait le droit de travailler
dans le respect des droits
de l'homme.

Par contre, Kalabaw a plutôt connu un reflux quant à ses activités et à sa reconnaissance dans le milieu. La spécificité de Kalabaw, par comparaison avec d'autres groupes de soutien, est d'être basé à Kotobuki, connu pour avoir longtemps

été un quartier de travailleurs journaliers (*yoseba*), et les membres fondateurs étaient déjà engagés dans d'autres groupes de soutien aux habitants de ce quartier. Cet ancrage territorial explique la spécificité de son approche. Mettant en regard les problèmes des travailleurs étrangers en situation irrégulière et ceux des travailleurs journaliers japonais, Kalabaw souhaite promouvoir "*la solidarité internationale entre travailleurs japonais et étrangers*"⁶, en s'inspirant de la théologie de la libération ainsi que du marxisme.

Toutefois, sur le terrain, il s'avère difficile pour les militants de traiter ensemble les problèmes des travailleurs étrangers en situation irrégulière et ceux des journaliers japonais. En outre, la situation de Kotobuki a beaucoup évolué au cours des dernières années : le nombre d'étrangers a rapidement dimi-

nué à partir de la seconde moitié des années 1990, les journaliers japonais sont aussi moins nombreux et de plus en plus âgés, vivant souvent de l'aide sociale. Ces évolutions ont mis à mal le sens donné par Kalabaw à son action : défendre les étrangers grâce à un argumentaire fondé sur la communauté de destin entre travailleurs étrangers et travailleurs journaliers japonais face au capitalisme.

Dans cet article, nous souhaitons essayer de comprendre pourquoi l'activité de Kalabaw est restée concentrée dans ce quartier, malgré le reflux de ses activités. Pour cela, nous proposons une analyse de l'identité collective⁷ entendue comme le discours de mobilisation qui définit les directions prises par Kalabaw et comme le cadre de perception individuel de chaque membre⁸. Nous souhaitons aussi observer, à travers les évolutions de Kotobuki, comment l'identité collective de Kalabaw s'est fondée sur la création d'un "contre-espace public" (*counter-public sphere*, pour reprendre l'expression de Nancy Fraser⁹) offrant à un "public fragile" la possibilité de formuler sa propre interprétation de son identité, ses intérêts et ses besoins. Kalabaw n'a cessé de travailler à la production d'un contre-discours face au discours dominant sur les travailleurs en situation irrégulière (en particulier celui du Bureau d'immigration du ministère de la Justice).

Le quartier de travailleurs journaliers de Kotobuki

Le terme "*yoseba*" désigne en japonais un lieu en plein air où l'on procède à l'embauche des travailleurs journaliers. Les *yoseba* sont aussi devenus leur lieu de résidence et s'y trouvent des logements sommaires appelés "*doya*". À Kotobuki¹⁰, comme dans les deux autres grands quartiers de *doya* (*doyagai*), Kamagasaki d'Osaka et Sanya de Tokyo, vivent des Japonais aux conditions de travail de plus en plus

5. Depuis 1997 et la crise interne à l'association, la position de président n'existe plus (voir infra). 6. *Kalabaw Newsletter*, n° 1, 1987.

7. Albert Melucci, *Nomads of the Present*, Philadelphia, Temple University Press, 1989, p. 34. 8. Cet article s'appuie sur les archives de l'association (*Kalabaw Newsletters* 1987-2012, 143 numéros et autres publications), sur des entretiens et un travail d'observation participante entre 2009 et 2012 (réunions, permanences téléphoniques, activités festives). 9. Nancy Fraser, *Justice Interruptus*, New York, Routledge, 1997, p. 81.

10. Kotobuki est un quartier relativement petit (400 m²), une enclave au centre de Yokohama. Une chambre de *doya* fait environs 6 m². Cuisine, douche et toilettes sont en général collectifs. Pour l'ethnographie du quartier, voir Tom Gill, *Men of Uncertainty*, State University of New York Press, 2001. Pour la vie des journaliers philippins à Kotobuki, voir Rey Ventura, *Underground in Japan*, Jonathan Cape, 1992.

instables et difficiles, pour la plupart des hommes célibataires aux marges de la société, y compris des *oldcomers*¹¹. Des salles de jeux d'argent illégales y ont ouvertement leurs activités. Les agences d'intérim sont partie liée avec les *yakuza* et les problèmes d'impayés, d'accidents du travail cachés ou de licenciements abusifs sont courants. Ces quartiers sont considérés comme des repaires de criminels et le reste de la population les évite. En contrepartie, ce sont aussi des quartiers où la police peut difficilement mener des contrôles, mais a beaucoup à faire par ailleurs. En outre, les *doya* sont des logements bon marché et leurs gérants ne demandent pas de papiers. Tout cela explique pourquoi des travailleurs étrangers en situation irrégulière se sont rassemblés à une époque à Kotobuki. S'y trouve aussi un grand nombre de groupes de soutien tels le syndicat des journaliers, des associations d'alphabétisation, des permanences médicales, etc.

En 1987, la population du quartier s'élevait environ à 6 000 personnes et le nombre d'étrangers tendait à augmenter depuis quelques années¹². Selon les premières estimations de 1989, ils étaient 533 pour les 6 158 habitants¹³. Kalabaw a été créé en 1987 suite à des demandes d'entretiens de la part de travailleurs philippins à l'occasion de *Etto toso* (activités pour soutenir des personnes ayant du mal à survivre en hiver : permanences médicales, distribution de repas, etc., organisées chaque année à Kotobuki par les associations, dont la principale est le syndicat des journaliers de Kotobuki).

Une identité collective basée sur la théologie de la libération et le marxisme

À son lancement, Kalabaw a été soutenu par le syndicat des journaliers et par le Kotobuki Center de la United Church of Christ du Japon impliqués dans le soutien aux habitants de Kotobuki.

Parmi les membres fondateurs se trouvaient des syndicalistes, des chrétiens, des fonctionnaires de Yokohama (phénomène très rare) et des habitants de Kotobuki eux-mêmes journaliers intéressés par la question des travailleurs étrangers. La présidence fut donnée au pasteur Watanabe, qui explique en ces termes son engagement : *“Mon père était dans la police politique. J'ai été élevé dans l'idéologie de la domination coloniale. Par la suite, j'ai activement participé aux mouvements contre les discriminations envers les Coréens au Japon. Dans les années 1980, impressionné par l'intensité des mouvements démocratiques aux Philippines, j'y ai fait un séjour et, à mon retour, j'ai voulu mettre en pratique l'idée que les classes sociales défavorisées peuvent être des acteurs de leur destin, une idée présente dans la théologie de la libération. C'est précisément le moment où Kalabaw a été créé et je m'y suis engagé”*¹⁴.

Pour Watanabe, le sens de son engagement repose sur la possibilité de mettre en pratique ses convictions religieuses et, en particulier, les principes de la théologie de la libération, le tout avec la volonté de reconnaître les responsabilités postcoloniales. Watanabe exprime dans divers écrits son souhait que les églises restent au service des plus *“démunis”* et des *“personnes exploitées”*¹⁵. Au nom de la théologie de la libération, il critique les églises qui se coupent des questions sociales.

Selon les autres membres engagés depuis les débuts, *“Kotobuki est un lieu où se concentrent un certain nombre de dysfonctionnements sociaux sont concentrés. Par exemple, Kotobuki fait face aux problèmes du travail journalier et des sans domicile fixe, mais aussi aux problèmes d'alcoolisme, de drogue, de handicaps, sans compter les problèmes postcoloniaux”*¹⁶ ; Kotobuki est considéré comme un espace

Les fondateurs de Kalabaw n'ont pas voulu se limiter à chercher des solutions individuelles aux problèmes rencontrés par ces travailleurs, ils souhaitent aussi promouvoir la solidarité entre les travailleurs dans l'espoir de changer les structures.

11. Voir introduction du dossier (note des coordinateurs). 12. Les *oldcomers* exceptés, presque tous les habitants étrangers à Kotobuki étaient en situation irrégulière, voir Hideo Aoki, *Genzai toshi no saikasô* (Les Classes défavorisées des villes contemporaines), Tokyo, Akashi, 2000, p. 70.

13. Kotobuki Fukushi Plaza, *Kotobuki Fukushi Puraza sôdanshitsu gaiyô* (Rapport des permanences du centre social de Kotobuki), Service des affaires médicales et sociales de la ville de Yokohama, 2012, p. 68. 14. Entretien avec Watanabe, Yokohama, 16 août 2012. 15. Hidetoshi Watanabe, *Tabibito no jidai ni mukukate* (Vers une ère des voyageurs), Shinkyô, 2001, p. 186 et p. 192.

où la question des travailleurs étrangers peut être mise en perspective avec diverses autres questions sociales.

Parti de ce constat, Kalabaw est très critique envers les grands syndicats japonais qui refusent leur soutien aux travailleurs étrangers s'ils sont en situation illégale¹⁷. Les fondateurs de Kalabaw n'ont pas voulu se limiter à chercher des solutions individuelles aux problèmes rencontrés par ces travailleurs, ils souhaitent aussi promouvoir la solidarité entre les travailleurs dans l'espoir de changer les structures¹⁸ plutôt que de rester dans une relation d'aidant à aidé¹⁹.

La construction et le maintien de l'identité collective de Kalabaw

Nous pouvons distinguer trois catégories parmi les membres de Kalabaw. Premièrement, le "noyau dur", ceux qui participent régulièrement au conseil d'administration (CA) et aux assemblées générales²⁰ (20 personnes au début, mais leur nombre est tombé à 10, puis à 4 aujourd'hui²¹). Parmi eux, beaucoup sont intéressés par les permanences et impliqués dans d'autres groupes de soutien aux habitants de Kotobuki. Deuxièmement, les membres actifs : peu intéressés par les réunions, ils sont en majorité chargés des échanges culturels (cours de japonais, sorties collectives, etc.). Leur nombre tournait le plus souvent autour d'une vingtaine, ils sont six aujourd'hui. Enfin, les membres qui soutiennent financièrement le groupe en cotisant à hauteur de 40 euros environ par an (aujourd'hui) mais qui s'impliquent rarement dans les activités (environ 200 personnes

aujourd'hui). Kalabaw a toujours défendu la possibilité pour chacun d'exprimer son point de vue et soutient la démocratie directe²².

Malgré le désir que tous les membres partagent l'identité collective de Kalabaw, cette identité a principalement été élaborée et entretenue par un groupe limité de membres du noyau dur. Pour ces derniers, dont la plupart sont issus des milieux religieux ou syndicalistes, l'identité collective entre en résonance avec leurs croyances et leur idéologie. Elle leur permet, en outre, de mettre à profit leurs connaissances préalablement acquises dans d'autres activités de soutien aux habitants de Kotobuki. Cette identité collective est basée sur la création d'un contre-espace public proposant un discours alternatif à celui du Bureau d'immigration. À travers son engagement, Kalabaw insiste sur la nécessité de penser la catégorie des "travailleurs" au-delà des frontières et critique le discours dominant élaboré par le Bureau d'immigration, qui distingue "travailleurs étrangers en situation régulière", "travailleurs étrangers en situation irrégulière" et "travailleurs nationaux". Cette confrontation entre les deux discours apparaît clairement lors des négociations avec les administrations, mais aussi parfois dans la confrontation avec l'opinion publique xénophobe.

Le contre-discours fondé sur la catégorie des travailleurs fait l'objet d'un argumentaire sur les "similitudes" entre les problèmes des travailleurs japonais à Kotobuki et ceux des travailleurs étrangers en situation irrégulière²³. De façon récurrente, Kalabaw a souligné dans ses discours trois niveaux de similitudes : la "proximité spatiale", travailleurs japonais et étrangers sont tous habitants de Kotobuki ; la "similitude des conditions d'emploi", tous sont travailleurs journaliers sur les mêmes lieux de travail ; la "similitude de position structurelle", tous sont des travailleurs non qualifiés exploités en bas de l'échelle dans un système capitaliste²⁴.

Le contre-discours fondé sur la catégorie des travailleurs fait l'objet d'un argumentaire sur les "similitudes" entre les problèmes des travailleurs japonais à Kotobuki et ceux des travailleurs étrangers en situation irrégulière.

¹⁶. Entretien avec Yoshitsugu Ueda., membre depuis 1992, ancien journalier et chrétien, 27 août 2012. ¹⁷. Kalabaw, *Nakama janaika, gaikokujin rōdōsha*, op. cit., p. 273. ¹⁸. Ibid. ¹⁹. Kalabaw Newsletter, n° 43, 1993. ²⁰. Le conseil d'administration se tient une fois par semaine, l'assemblée générale se tient plus de quatre fois par an, elles sont en principe ouvertes à tous. ²¹. Trois chrétiens et un syndicaliste. ²². Kalabaw Newsletter, n° 25, 1990. ²³. Ibid. ²⁴. Kalabaw Newsletter, n° 43, 1993.

Kalabaw : une initiative pionnière de soutien aux travailleurs étrangers 1987-1997

À partir de 1987, la présence d'étrangers travaillant dans l'illégalité est devenue visible²⁵. Leur présence est considérée par le gouvernement comme négative pour la sécurité de l'emploi des nationaux. Le Plan de contrôle des mouvements migratoires de 1992 du ministère de la Justice a nié toute possibilité de recours à une amnistie et a confirmé la volonté de renforcer les contrôles afin de faire disparaître le travail illégal. Toutefois, en 1988, le ministère du Travail a confirmé que l'article 3 de la loi fondamentale relative au travail assure les mêmes droits à tout travailleur, quel que soit son statut de résidence. Ainsi, les fonctionnaires de l'inspection du travail peuvent privilégier la protection du travailleur et se soustraire à leur obligation de signaler les situations de séjour illégal observées.

Malgré une volonté de contrôle bien affichée, le gouvernement a fermé les yeux sur la présence des étrangers en situation irrégulière. Ainsi, à Kotobuki, le nombre de travailleurs étrangers en situation irrégulière continue d'augmenter et, entre 1991 et 1994, il a atteint 1 000 personnes, pour retomber en dessous de 500 en 1996. À la fin des années 1980, les Philippines étaient les plus nombreux, remplacés au cours des années 1990 par les Coréens²⁶.

Dès la création de Kalabaw, les permanences juridiques furent intensément fréquentées. Plus d'une centaine d'entretiens étaient réalisés sur place chaque année (auxquels s'ajoutaient de très nombreux entretiens par téléphone), avant tout sur des questions de droit du travail, mais aussi sur la vie privée, par exemple, sur la régularisation du séjour, la toxicomanie...²⁷ Kalabaw étant une initiative

pionnière à cette époque, son soutien aux étrangers ne s'est pas limité à Yokohama et à ses environs, des demandes venaient souvent de l'ensemble de la région de Tokyo, voire des départements d'Ibaraki et Fukushima. Afin d'y répondre, Kalabaw a très vite créé un réseau avec d'autres groupes de soutien aux étrangers²⁸. Par ailleurs, il a aussi tissé des liens à l'étranger et pris, par exemple, contact avec des syndicats de travailleurs philippins.

Le travail de communication a aussi été intense dès les débuts. En 1990, un ouvrage qui récapitu-

À Kotobuki, Kalabaw est un groupe de soutien aux travailleurs étrangers sans papiers qui milite depuis vingt années. © CAMILLE MILLERAND

lait les actions menées par Kalabaw fut publié sous le titre *Nakama janaika, gaikokujin rôdôsha* (*Travailleurs étrangers, tous solidaires*) et fut vendu à environ 8 000 exemplaires. En outre, depuis la création de Kalabaw, un bulletin est rédigé pour les membres. Enfin, avec son aide, pour la première fois au Japon, le 16 mai 1990, Shahab Ahmed, un Pakistanais en situation irrégulière, a pris la parole en public pour s'opposer au discours officiel et tenu une confé-

²⁵. Eriko Suzuki, *Nihon ni hataraku hiseiki taizaisha*, op. cit., pp. 72-92. ²⁶. Kotobuki Fukushi Plaza, *Kotobuki Fukushi Puraza sôdanshitsu gaiyô*, op. cit., p. 67. ²⁷. *Kalabaw Newsletter*, n° 43, 1993. ²⁸. Hélène Le Bail, "Les sans-papiers au Japon à l'heure de la politique d'immigration choisie", in *Ebisu*, n° 46, 2011, pp. 13-37.

Affiche annonçant la distribution de repas organisée par les associations du quartier. © D.R.

rence de presse en insistant sur la façon injuste avec laquelle les travailleurs sont rejetés dans l'illégalité au Japon : *"Au regard des déclarations internationales sur les droits de l'homme, on ne peut pas considérer que j'ai outrepassé la loi"*²⁹. En 1990, Kalabaw coopère à une enquête menée par le Conseil œcuménique des Églises. En 1991, il dépose une demande auprès de la sous-commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités. Kalabaw a attiré l'attention des médias. Cela a aidé à attirer de nouveaux bénévoles et à collecter des dons (en 1991, ils constituaient plus de 60 % des fonds³⁰). Ces ressources ont permis d'employer des salariés, surtout pour assurer les permanences en thaïlandais et en anglais. Les bénévoles ont organisé des échanges culturels (comme des cours de

japonais ou des excursions)³¹. Les étrangers qui approchent Kalabaw sont de plus en plus souvent en situation régulière et, eux aussi, se montrent davantage intéressés par les échanges culturels que par la mobilisation en faveur des droits des travailleurs étrangers.

Pendant cette période, le contre-discours tenu au sein des permanences juridiques pour les travailleurs visait la loi sur l'immigration et son impact en termes de catégorisation des travailleurs tendant à exclure les personnes en situation irrégulière et à contribuer à leur exploitation.

La forte homogénéité entre les membres du noyau dur, qui étaient aussi engagés dans les autres activités à Kotobuki, a permis de maintenir cette identité collective à l'encontre du discours dominant.

²⁹. Cité par Kalabaw, *Nakama janaika, gaikokujin rōdōsha*, op. cit., p. 177. ³⁰. *Kalabaw Newsletter*, n° 36, 1991. ³¹. Les cours de japonais (2 heures pour 1,5 euro) étaient destinés au départ aux étrangers en difficulté.

Mais Kalabaw cherche à obtenir une large reconnaissance sociale afin d'avoir un impact politique et, pour cela, veut voir augmenter le nombre de ses membres actifs, même si ces derniers ne partagent pas toujours le discours mobilisateur.

Des antagonismes croissants au sein de Kalabaw

Dans les années 1990, la situation des sans-papiers a connu d'importantes variations³². Les régularisations (obtention d'une autorisation spéciale de résidence) ont augmenté. À l'inverse, à partir de 2001, le discours criminalisant les personnes en situation irrégulière s'est radicalisé (voir, par exemple, le Livre blanc du Bureau d'immigration de 2004 qui présente les sans-papiers comme un vivier pour le crime organisé³³). Par ailleurs, au cours des années 1990, les structures de soutien aux étrangers se sont développées. Les syndicats indépendants comme Kanagawa City Union ont pris efficacement en charge le soutien pratique aux travailleurs étrangers dans leurs permanences³⁴. En 1997, les différents réseaux associatifs ont officiellement formé Solidarity Network with Migrants Workers in Japan, ce qui commence à diffuser des informations au niveau national. Il multiplie aussi les appels au monde politique et s'engage dans des négociations avec les différents ministères et administrations³⁵. La situation au sein de Kotobuki se transforme également. Après l'éclatement de la bulle économique, le nombre d'étrangers à Kotobuki a rapidement fondu. Ils étaient 421 pour 6 401 habitants en 1997, ils ne sont plus que 41 pour 6 510 habitants en 2011, pour la plupart des Coréens³⁶. La population de Kotobuki vieillit (66 % des habitants ont plus de 60 ans en 2011) et 80 % environ vivent de minima sociaux (*seikatsu hogo*)³⁷. Ainsi,

travailleurs étrangers en situation irrégulière et habitants japonais, autrefois travailleurs journaliers et aujourd'hui souvent bénéficiaires des minima sociaux, ne partagent plus le même espace, ni les mêmes emplois. Enfin, en termes de position dans la structure sociale, ils ne sont plus exploités en tant que travailleurs non qualifiés, mais ils gardent en commun d'être exclus des lieux de travail (les journaliers japonais vieillissent) et de divers systèmes de protection sociale (en particulier, les étrangers en situation irrégulière).

Dans ce contexte, plusieurs éléments ont conduit Kalabaw à la crise. Tout d'abord, des syndicats indépendants, tel Kanagawa City Union, sont devenus très compétents et reconnus dans ce domaine. Au même moment, la mobilisation pour la défense des droits des étrangers s'organise au niveau national, en particulier au sein de Solidarity Network with Migrants Workers in Japan, pour lequel le pasteur et les autres membres du CA sont actifs³⁸. Ils sont donc beaucoup moins présents dans Kalabaw. Enfin, la plupart des nouveaux membres ne s'impliquent pas dans les autres activités du quartier, ne s'intéressent pas aux questions des travailleurs les plus défavorisés et souhaitent avant tout participer à des activités d'échanges culturels³⁹. Ils ont tendance à se tenir à distance des permanences qui exigent de bien connaître le droit du travail et d'être capable de négocier, voire de se confronter, avec les employeurs. Un clivage entre les membres de Kalabaw s'est ainsi installé⁴⁰. En février 1997, Kalabaw s'est vu décerner le Prix des droits de l'homme de l'association des avocats de Yokohama pour ses activités. Toutefois, dans le jury se trouvait une personnalité qui avait fait une

Ce contre-discours ne s'oppose plus seulement au discours dominant catégorisant différents statuts de travailleurs mais aussi au discours discriminant les personnes selon leur statut de séjour.

32. Eriko Suzuki, *Nihon ni hataraku hiseiki taizaisha*, op. cit., pp. 93-119. 33. Voir le Livre blanc : 2004, *Immigration Control*, Tokyo, ministère de la Justice, 2004. 34. Voir Hiroshi Komai (dir.), *Imin wo meguru jititai no seisaku to syakai undô* (Les Politiques des communes et les mouvements sociaux), Tokyo, Akashi, 2008. 35. Eriko Suzuki, *Nihon ni hataraku hiseiki taizaisha*, op. cit., p. 214. 36. Kotobuki Fukushima Plaza, *Kotobuki Fukushima Puraza sôdanshitsu gaiyô*, op. cit., p. 68. 37. *Ibid.* 38. Entretien avec Watanabe, op. cit. 39. Kaoruko Yamamoto, *Yokohama - Kotobuki chiyô to gaikokujin* (Yokohama, Kotobuki et les étrangers), Fukumura, 2008, pp. 83-86. 40. Entretien avec Watanabe, op. cit. 41. Il s'agit de Sakurai Yoshiko, connue pour ses positions nationaliste, dont la négation de la prostitution forcée pour les armées impériales en Asie. Sur la question des femmes de réconfort, voir : Christine Lévy, "Femmes de réconfort" de l'armée impériale japonaise, in *Encyclopédie en ligne des violences de masse*, [en ligne], publié le 14 mars 2012, www.massviolence.org/Femmes-de-reconfort-de-l-armee-imperiale-japonaise-enjeux, ISSN 1961-9898 (note de la traductrice).

déclaration polémique sur les femmes de réconfort au cours d'une conférence tenue par la ville de Yokohama⁴¹.

Pour les représentants de Kalabaw, ce type de discours participait de la négation des responsabilités japonaises pendant la colonisation et alimente la xénophobie. En signe de réprobation, Kalabaw a refusé ce prix⁴². Pour les membres du noyau dur, ce refus paraissait tout à fait évident, mais ils furent critiqués par les membres actifs plus récents, d'autant plus qu'ils n'avaient pas été consultés⁴³. Les membres plus anciens, surtout les syndicalistes, saisirent aussi l'occasion pour exprimer plus clairement leur désaccord quant au désintérêt des premiers pour l'identité collective de Kalabaw. Selon les termes d'un des membres actuels, syndicaliste salarié d'une petite usine, c'est *"la révolte [des nouveaux membres] qui a détruit Kalabaw"*⁴⁴.



Comment faire évoluer l'identité collective face au reflux de l'activité ?

Cet événement a fait émerger les dissensions⁴⁵. Kalabaw a consacré presque un an de ses bulletins pour trouver un accord⁴⁶. Pour démocratiser encore l'organisation, le poste de la présidente a été aboli. Mais les oppositions frontales ont entraîné des départs dans les deux camps, alors que le groupe fêtait son dixième anniversaire. Kalabaw a manqué de personnel pour les activités d'échanges culturels et la possibilité de prise en charge des travailleurs au sein des permanences s'est encore dégradée⁴⁷. En outre, il est devenu plus difficile de collecter des dons. Les recettes qui s'élevaient un temps à 6 millions de yens (environ 50 000 euros) ont chuté de deux tiers⁴⁸. Le nombre de personnes venant aux permanences a aussi beaucoup diminué. Notons en particulier que Kalabaw a plus de mal à toucher les

Coréens⁴⁹. Si, en 1997, l'association avait suivi environ 100 cas, en 2000 il n'y en avait plus que 46 et en 2010, 32. De plus, la plupart des demandes ne concernent plus des questions de travail mais des problèmes de la vie quotidienne (plus de 80 % des cas) pour des étrangers ne vivant pas dans Kotobuki. Avec le départ de certains de ses membres, Kalabaw a confirmé à nouveau la priorité donnée aux permanences ainsi que son ancrage territorial dans Kotobuki, sans rechercher forcément une large reconnaissance sociale. Face à la diminution drastique du nombre de cas traités, en particulier sur les questions du travail, Kalabaw essaie de mettre l'accent sur son appartenance aux mouvements de citoyens⁵⁰ pour se différencier des syndicats (qui eux demandent une cotisation aux personnes qu'ils défendent)⁵¹, en soulignant de plus en plus la nécessaire solidarité entre "citoyens" plutôt que seulement entre "travailleurs". Ainsi, le sens de leur action est de rendre compréhensibles les structures d'exploitation et de discriminations transfrontalières que vivent les citoyens localement et de se solidariser pour combattre cette situation. Kalabaw semble insister sur l'aspect de socialisation politique de ses membres et des étrangers qui les contactent, au-delà de la capacité de résoudre des conflits de travail dans ses permanences. Cela permet à Kalabaw de légitimer son engagement non plus seulement auprès des travailleurs exploités, mais de façon plus large auprès des étrangers exclus, comme par exemple des demandeurs d'asile ou des enfants mal scolarisés. Ainsi, en 2011, avec des étudiants bénévoles, des activités de soutien scolaire pour des enfants thaïlandais vivant dans un autre quartier de Yokohama ont été engagées. Kalabaw soutient donc exceptionnellement des activités hors du quartier, étant donné qu'avec *"la sédentarisation des étrangers, la reproduction de la pauvreté pour les enfants scolarisés au Japon est à craindre"*⁵².

42. Kalabaw Newsletter, n° 69, 1997. 43. Kalabaw Newsletter, n° 70, 1997. 44. Entretien avec B., membre du CA et syndicaliste, 28 août 2012.

45. Kalabaw Newsletter, n° 76, 1998. 46. Ibid. et entretien avec Watanabe. 47. Ibid. 48. Kalabaw Newsletter, n° 73, 1998.

49. Si l'on regarde les chiffres des entretiens présentés dans les newsletters depuis 1997, les cas d'entretiens avec des Coréens sont souvent nuls et ne dépassent jamais 10 % sur l'année. 50. Kalabaw Newsletter, n° 46, 1993. 51. Kalabaw Newsletter, n° 73, 1997.

52. Michiko Izumi (étudiante responsable des bénévoles), "Le soutien scolaire pour Kalabaw", intervention dans le cadre du séminaire de l'Institut des études internationales, Meiji Gakuin, 16 janvier 2012.

Ce contre-discours ne s'oppose plus seulement au discours dominant catégorisant différents statuts de travailleurs mais aussi au discours discriminant les personnes selon leur statut de séjour. Les nouvelles activités, comme le soutien aux demandeurs d'asile ou aux enfants d'origine étrangère, incitent les bénévoles à s'intéresser aux difficultés provoquées par des statuts de résidence instables, voire par l'absence de permis de résidence, et donc à partager un discours en opposition au discours dominant. Il s'agit de traiter des situations difficiles, ce qui est trop lourd pour des bénévoles seulement intéressés par les échanges culturels. Cette identité collective basée sur la solidarité entre citoyens reste difficile à partager avec un grand nombre de personnes, et Kalabaw attire peu de nouveaux bénévoles japonais. De même, les étrangers venant aux permanences cherchent des solutions à des problèmes urgents et s'engagent difficilement dans la dimension solidaire du mouvement⁵³, d'autant qu'ils habitent souvent loin de Kotobuki : *"Si je suis venue à Kalabaw, c'est en dernier ressort. Alors que je n'habite pas près d'ici"*⁵⁴. Les étrangers fréquentant les cours de japonais ont également du mal à partager l'identité d'un groupe qui se voudrait un partenaire des opprimés dans le cadre d'une solidarité internationale. Dans la plupart des cas, ils ont un statut stable et viennent au cours *"pour rencontrer des Japonais"*⁵⁵.



Conclusion

L'identité collective de Kalabaw, fondée sur la solidarité internationale entre les travailleurs, tenait à son ancrage territorial dans Kotobuki, ce qui lui a permis d'être une des toutes premières associations à se saisir de la question des travailleurs étrangers en situation irrégulière. Cette identité collective fut très mobilisatrice à l'époque où les travailleurs japo-

nais et étrangers partageaient les mêmes lieux de vie, de travail, et les mêmes conditions d'emploi. Avec la disparition de ces points communs, l'identité collective est plutôt devenue un frein à la dynamisation des activités.

Par la suite, cette identité collective a été contestée par les nouveaux membres qui s'intéressaient surtout aux échanges culturels et ne cherchaient pas à critiquer le discours officiel dominant. Malgré tout, le noyau dur de Kalabaw a maintenu son discours en insistant sur son appartenance aux mouvements des citoyens, donc sur l'importance de l'approche solidaire de ses activités, toujours dans une perspective internationale. Kalabaw continue de lier les problèmes des résidents de Kotobuki à ceux des étrangers en difficulté en s'intéressant à la problématique de l'exclusion sociale. Dans le contexte actuel du Japon où le nombre de personnes touchant des minima sociaux augmente rapidement (plus de 2 millions de personnes en 2012, deux fois plus qu'en 1987⁵⁶) et où la xénophobie devient plus visible, l'identité collective de Kalabaw basée sur le rôle de la solidarité pour lutter contre les structures productrices d'exclusion, pour les Japonais comme pour les étrangers, représente toujours une force de contestation. Toutefois, si le combat contre l'exploitation pouvait fonder la solidarité sur le partage concret de lieux et de conditions de travail, dans le cas du combat contre l'exclusion sociale, il devient plus difficile de trouver un terrain commun pouvant servir de base à la solidarité. ■

Kalabaw continue de lier les problèmes des résidents de Kotobuki à ceux des étrangers en difficulté en s'intéressant à la problématique de l'exclusion sociale.

*Traduit du japonais
par Hélène Le Bail, chercheur UMIFRE 19,
Maison franco-japonaise*

⁵³. Kaoruko Yamamoto, *Yokohama- Kotobuki chiyô to gaikokujin*, op. cit., pp. 100-104. ⁵⁴. Thaïlandaise, notes de terrain, fête de Kalabaw le 26 novembre 2011. ⁵⁵. Chinoise, notes de terrain, fête de Kalabaw le 26 novembre 2011. ⁵⁶. Ministère des Affaires sociales et du Travail, *Fukushi kyôsei hokoku rei*, 2012, en ligne, <http://www.mhlw.go.jp/toukei/saikin/hw/gyousei/11/index.html>.